

Asie de l'Est

Piliers de l'Aide Domaines Prioritaires de l'Aide

L'aide apportée à la Chine concerne essentiellement quatre domaines :

1) Résolution des problèmes environnementaux et d'autres enjeux de portée mondiale* :

La coopération internationale est indispensable pour mettre en œuvre des mesures permettant de résoudre les problèmes environnementaux et d'endiguer la propagation des maladies infectieuses, qui touchent l'ensemble de la planète sans égard pour les frontières nationales.

2) Appui aux politiques de réforme et d'ouverture :

Il est dans l'intérêt du Japon que l'économie chinoise se libéralise et s'intègre dans l'économie mondiale, devenant ainsi un marché libre et transparent.

3) Promotion de la compréhension mutuelle :

Afin d'établir les bases de bonnes relations entre la Chine et le Japon, il est essentiel de

favoriser la communication interactive entre les populations et de procéder à des échanges de personnes appelées à devenir les acteurs clés des futures relations sino-japonaises.

4) Réduction de la pauvreté :

Si la résolution des problèmes de pauvreté passe pour l'essentiel par la redistribution du revenu intérieur, il est néanmoins important d'aider le gouvernement chinois en lui proposant les mesures et les systèmes appropriés.

L'aide concernant la Mongolie est axée sur les cinq domaines suivants :

1) Soutien intellectuel et développement des ressources humaines pour le passage à une économie de marché :

La modernisation structurelle et le développement des ressources humaines facilitent en effet l'instauration d'un système d'économie de marché.

2) Modernisation de l'infrastructure* économique pour la promotion de l'industrie :

Les efforts portent essentiellement sur l'amélioration des voies ferrées et des routes, mais aussi sur l'approvisionnement énergétique.

3) Promotion de l'élevage et de l'agriculture :

Dans ces secteurs, il est nécessaire de renforcer les systèmes de gestion, afin d'assurer la mise en place d'institutions et d'organisations susceptibles de faire face aux catastrophes naturelles.

4) Soutien dans des secteurs clés de la vie quotidienne :

Une aide est fournie dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des soins médicaux, ainsi que de l'infrastructure rurale, domaines qui ont été soumis à des coupes budgétaires drastiques après le changement de système politique.

État Actuel du Développement Régional

Disparités Économiques Croissantes en Chine

Depuis la réforme de 1978 et le lancement du programme de libéralisation, la Chine a connu un rapide développement de son économie qui a enregistré un taux de croissance exceptionnellement élevé, avoisinant les 10 % en moyenne par an. D'un autre côté, si les disparités économiques entre régions se sont creusées et la dégradation de l'environnement s'est aggravée ces dernières années, la transition vers une économie de marché n'a pas suivi la cadence rapide du développement économique, créant ainsi des problèmes structurels dans le système.

Lancé en 2001, le dixième programme quinquennal (2001-2005) s'attache à promouvoir des ajustements structurels* sur le plan économique, plus particulièrement dans

le secteur agricole. Ce programme concerne également l'amélioration des conditions de vie, la sécurité sociale et le développement de l'ouest de la Chine. La priorité a donc été donnée non seulement à la croissance économique, mais également à l'instauration d'une société stable par l'élimination des disparités entre zones urbaines et rurales et entre différentes régions.

Le fait nouveau le plus marquant dans le domaine économique pour la Chine reste toutefois l'adhésion à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) à la fin de l'année 2001. Actuellement, le grand défi pour ce pays consiste à favoriser les réformes structurelles nécessaires sur le plan économique, par une ouverture au monde de ses activités et l'introduction d'un système économique conforme aux

Front Line

Projet en Collaboration avec les ONG Chinoises

Chine

Partenariat Local pour l'Élimination de la Pauvreté dans l'Ouest du Pays

Programme d'Habilitation Communautaire

◆ Intégration de l'ouest du pays dans le développement national par le gouvernement chinois

En coopération avec une organisation non gouvernementale (ONG) chinoise, l'Association chinoise pour le planning familial, le bureau de la JICA en Chine a lancé en mars 2002 un projet visant à éradiquer la pauvreté des villages de la préfecture de Sandu, dans la province de Guizhou. Il s'agit du premier projet réalisé en Chine dans le cadre du programme d'habilitation communautaire* destiné à soutenir une action conduite par une ONG dans un pays en développement. Les efforts consacrés à la lutte contre la pauvreté dans l'ouest de la Chine ont été importants et cette action pourrait bien servir de modèle aux prochains projets dirigés vers la population locale.

Dans la province de Guizhou, au sud-ouest de la Chine, le PIB par habitant dépasse à peine les 300 dollars, ce qui est particulièrement faible comparé aux autres provinces de la région de l'Ouest. Dans la plupart des villages de campagne, les habitants ne bénéficient pas de soins médicaux convenables et la question de l'amélioration des conditions de vie reste toujours sans réponse. Dans ce contexte, le gouvernement chinois a élaboré la stratégie pour le développement de la région

de l'Ouest, dont l'objectif premier est de promouvoir la croissance de cette région qui comprend notamment la province de Guizhou. Le gouvernement japonais a pour sa part décidé de réorienter ses priorités en matière d'aide pour la Chine et de soutenir les zones intérieures déshéritées plutôt que les zones côtières dynamiques sur le plan économique.

◆ Un projet également soutenu par une ONG japonaise

Fondé sur le développement participatif de quelque 38 000 citoyens de la préfecture de Sandu, membres pour la plupart des minorités ethniques Shui, Miao ou Bui, le projet propose une aide intégrée dans les secteurs de la santé et des soins médicaux, de l'assainissement et de l'agriculture, domaines qui relèvent tous directement de l'amélioration des conditions de vie. Plus précisément, le projet s'engage à différents niveaux : utilisation de sanitaires hygiéniques avec récupération de méthane, prévention des maladies infectieuses et plus particulièrement leur transmission par des parasites, construction de petites infrastructures*, soutien à l'agriculture et à l'élevage, et enfin, promotion à grande échelle de services de planning familial.

L'Association chinoise de planning familial, qui met en œuvre ce dernier projet, est la



Inspection sur site des intervenants chinois et japonais au début du projet

plus grande ONG chinoise intervenant dans les villages de campagne. Parallèlement au soutien traditionnel en matière de protection maternelle et infantile et de promotion du planning familial, le projet devrait faire appel à l'expérience acquise en matière d'aide aux zones déshéritées, notamment au moyen de petits crédits aux femmes des villages de campagne. La Japanese Organization for International Cooperation in Family Planning (JOICFP), ONG japonaise qui a soutenu pendant plus de 20 ans les programmes de population et de planning familial lancés dans le cadre de mesures nationales, contribue elle aussi au projet par l'envoi d'experts.

(Bureau de la JICA en Chine)



Projet de lutte contre la pollution au lac Taihu

normes internationales.

Dans le cadre de l'adhésion à l'OMC, l'essentiel consiste toutefois à améliorer le système économique intérieur.

D'un autre côté, la rapide croissance économique durant ces 20 dernières années s'est traduite par de grandes disparités sur le plan de l'économie intérieure. Entre les zones côtières, qui ont été témoins d'un rapide développement économique, et l'intérieur du pays, où le minimum vital n'est pas assuré, l'écart en termes de revenu moyen atteint un facteur supérieur à dix. Plus de 200 millions de personnes vivant en dessous du seuil absolu de pauvreté (soit, avec au plus un dollar par jour) habitent les régions intérieures.

Proposée pour la première fois en 1999, la stratégie pour le développement de la région de l'Ouest, dont l'objectif est le relèvement du niveau économique, s'inscrit dans le cadre d'un plan national reposant sur l'idée que les disparités économiques menacent la stabilité sociale.

Les questions liées à l'environnement, qui ont été abordées parallèlement à la promotion de la réforme et de la politique de libéralisation, peuvent se diviser en trois catégories :

- 1) Pollution de l'environnement, et notamment la pollution de l'eau et des principaux lacs et cours d'eau, la pollution atmosphérique dans les villes, les pluies acides qui couvrent plus de 30 % du pays, les problèmes d'élimination des déchets, etc.
- 2) Protection et création de forêts, dont le couvert végétal est en régression ; désertification inéluctable ; tempête de poussière saisonnière venant du nord-ouest ou « sable jaune » ; et détérioration du système écologique par les fréquentes inondations.
- 3) Utilisation durable des ressources hydrologiques, lesquelles sont étroitement liées aux questions environnementales et soumises aux contraintes résultant de la croissance démographique et de l'urbanisation.

Malgré les mesures énergiques prises par le gouvernement chinois, l'aggravation des atteintes à l'environnement constitue aujourd'hui un problème grave qui sape le développement économique et la stabilité sociale du pays.

Entretien et Gestion de l'Infrastructure : Une Nécessité pour la Mongolie

Avec seulement 2,5 millions d'habitants sur un territoire d'une superficie quatre fois supérieure à celle du Japon, la densité de population en Mongolie est très faible. Étant située à l'intérieur des terres et à une latitude élevée, elle est soumise à un climat rude, avec peu de précipitations et un hiver prolongé. Si les prairies couvrent les trois quarts du pays, le quart restant est occupé par des déserts ou des montagnes. Pour s'adapter à de tels milieux naturels, les Mongols mènent une vie de nomades depuis des temps très reculés. Lors de son intégration dans la sphère économique du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) dans les années 1920, la Mongolie est devenue fournisseur de matières premières, et l'exploitation minière, l'industrie légère, ainsi que l'élevage de bétail et l'agriculture ont commencé à se développer. Ce pays bénéficiait par ailleurs d'un niveau de vie (éducation et soins de santé) plus élevé que les autres PED, grâce à une aide économique substantielle du grand frère soviétique.

À l'époque de l'effondrement de l'ex-Union soviétique en 1991, la Mongolie est passée d'un système communiste à un système d'économie de marché. Les politiques de stabilisation économique du gouvernement, l'assistance du Fonds monétaire international (FMI) et l'aide économique de divers pays ont permis de remédier dans une certaine mesure aux bouleversements économiques entraînés par ce changement. Toutefois, le manque de fonds a rendu difficile l'entretien et la gestion d'une grande partie de l'infrastructure socioéconomique, de sorte que les réparations ou les remplacements sont aujourd'hui des tâches prioritaires. Le développement de ressources humaines pour s'adapter au système d'économie de marché est également une priorité urgente. D'autres problèmes viennent se greffer, notamment l'écart croissant entre riches et pauvres, ou encore la baisse du niveau d'éducation et des soins de santé, particulièrement sensibles dans les zones rurales.



Vaccination dans le cadre du projet de santé maternelle et infantile en Mongolie

Traitement des Problèmes Prioritaires dans les Projets de la JICA

Les Problèmes Environnementaux, Tels que la Pollution, sont des Questions Prioritaires en Chine

S'atteler aux problèmes d'environnement et à la lutte contre les maladies infectieuses qui ne s'arrêtent pas aux simples frontières d'un pays, exige la mobilisation de la communauté internationale. De ce fait, la JICA accorde la plus haute priorité à ces questions dans ses programmes de coopération.

En réaction contre la pollution de l'environnement, le Centre d'amitié Japon-Chine pour la protection de l'environnement joue un rôle majeur dans l'établissement d'un réseau d'information sur l'environnement et le développement d'une cité modèle respectueuse de l'environnement. Le centre contribue par ailleurs à l'élaboration de politiques environnementales en assurant un soutien technique dans divers domaines : analyse et mesures de lutte contre les pluies acides et le « sable jaune », promotion de la norme ISO 14000 et établissement d'un système de gestion et de lutte contre la pollution.

Afin de protéger l'écosystème, le programme de boisement soutient plus particulièrement les pépinières de multiplication, la plantation d'arbres et la protection phytosanitaire.

Dans la lutte contre les maladies infectieuses, la JICA a largement contribué à l'éradication de la poliomyélite en

Chine et les efforts se portent actuellement sur la coopération dans la lutte contre la tuberculose.

L'aide pour le passage à une économie de marché, préambule à l'ouverture au monde de l'économie chinoise, est aussi considérée comme une priorité. Pour soutenir les politiques de réforme et d'ouverture, une aide est apportée pour l'instauration de systèmes fiscaux, commerciaux et de protection des droits de propriété intellectuelle conformes aux règles de la communauté internationale. Le Japon fait aussi bénéficier la Chine de son expérience dans le domaine des systèmes financier et politique, et de soutien à la promotion des petites et moyennes entreprises (PME).

La compréhension mutuelle entre les citoyens des deux nations doit par ailleurs être renforcée, car elle est indispensable pour l'instauration de bonnes relations à long terme. Aussi, diverses activités sont-elles encouragées, notamment la multiplication des échanges entre jeunes japonais et chinois, la formation de jeunes responsables chinois au Japon et le développement des échanges entre les administrations locales des deux pays.

Enfin, il est capital de lutter contre la pauvreté, qui est un problème commun à tous les PED. Si la réduction de la

Front Line

Une Ancienne Citoyenne Surveillante de l'APD Reprend du Service en Qualité de Volontaire Senior

Shimane

Participation à la Coopération Internationale Fondée sur l'Expérience de Terrain

Volontaires Seniors

◆ « J'ai compris que je pouvais me rendre utile. »

Au cours de l'exercice 2001, une citoyenne de la préfecture de Shimane s'est rendue en Mongolie dans le cadre du programme de surveillance de l'aide publique au développement (APD) par les citoyens. Visitant avec un volontaire japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) le site de coopération - une école maternelle -, cette infirmière a finalement trouvé la réponse à la question qu'elle se posait depuis l'âge de vingt ans : « Comment puis-je contribuer à la coopération internationale ? »

Elle a indiqué qu'après avoir traversé l'Inde et le Bangladesh, elle était bouleversée par le manque de soins médicaux, d'hygiène, d'éducation et par les conditions de vie. Des impressions qui ne l'ont

plus quittée depuis. Et, durant sa visite en Mongolie, elle a revu des enfants dans la même situation. Elle était impressionnée par les JOCV souriants qui s'adressaient affectueusement en mongol aux enfants sous-alimentés et handicapés mentaux. Elle a entendu l'un des volontaires dire : « Au début, je parlais un mongol approximatif, mais plus tard, je me suis aperçu que j'avais surmonté la barrière de la langue. » Très émue, c'est alors qu'elle a décidé de s'engager dans la coopération internationale.

◆ « Rejoindre ceux qui ont besoin de moi. »

Dès son retour de Mongolie, elle s'est inscrite au programme de volontaires seniors. La JICA l'a envoyée à l'orphelinat de Kien Khleaning au Cambodge. Cette institution dispose seu-

lement d'environ 3 dollars par mois pour chacun de ses pensionnaires et requiert de toute urgence l'aide d'organismes internationaux et d'organisations non gouvernementales (ONG). Le directeur et le personnel de l'orphelinat doivent affronter des problèmes et des difficultés indescriptibles.

La nouvelle volontaire senior s'occupera des orphelins et formera le personnel en qualité d'infirmière principale. C'est la première fois que l'orphelinat recevra un tel soutien et que son personnel pourra bénéficier d'une formation. Avec un personnel ainsi mieux formé, mieux sensibilisé et mieux équipé pour les soins aux enfants, ces derniers devraient pouvoir s'épanouir dans leur nouvel environnement.

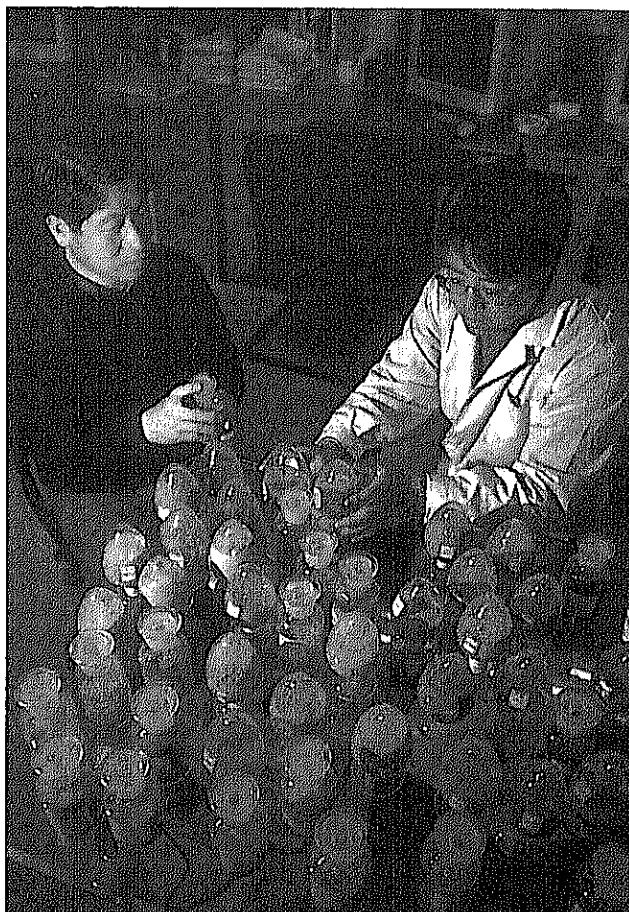
(Centre international du Chugoku, JICA)

pauvreté passe en Chine essentiellement par la redistribution du revenu intérieur, il est certains domaines où l'expérience et la technologie du Japon peuvent être mises à profit : ainsi, un plan national d'aménagement a-t-il été mis en place afin de réduire les disparités régionales et une aide a-t-elle été fournie aux handicapés physiques.

Développement des Ressources Humaines dans le Secteur Privé - Mongolie -

Après 70 ans de socialisme en Mongolie, la JICA fournit un appui intellectuel aux diverses institutions afin de renforcer la mise en œuvre de mesures fiscales et juridiques par l'intermédiaire notamment de la formation de personnel capable d'assurer le passage à une économie de marché. Durant l'exercice 2002, avec l'assistance du Centre Mongolie-Japon pour le développement des ressources humaines, la JICA a entrepris de concentrer ses efforts sur la valorisation de l'effectif du secteur privé. La JICA apporte aussi son aide dans des domaines du transfert de technologie* qui forment les bases du développement industriel : chemin de fer, construction de routes et approvisionnement en énergie.

L'agriculture et l'élevage représentent plus de 30 % du PIB de la Mongolie. L'aide de la JICA a pour objectif de favoriser le développement de l'agriculture et d'en faire l'un des principaux secteurs d'activités de la nation en améliorant tout particulièrement les données statistiques. Tout comme en 2000, une catastrophe naturelle appelée « Zud » (gel précoce) a entraîné la mort de nombreux animaux d'élevage en 2001 et en 2002. Les pertes étaient causées en partie par la détérioration de la qualité de l'herbe consécutive à une augmentation subite du nombre d'animaux. Un facteur socioéconomique explique également ce bilan, à savoir le manque de capacité de planifier les mesures permettant de faire face aux catastro-



Centre d'amitié Japon-Chine pour la protection de l'environnement

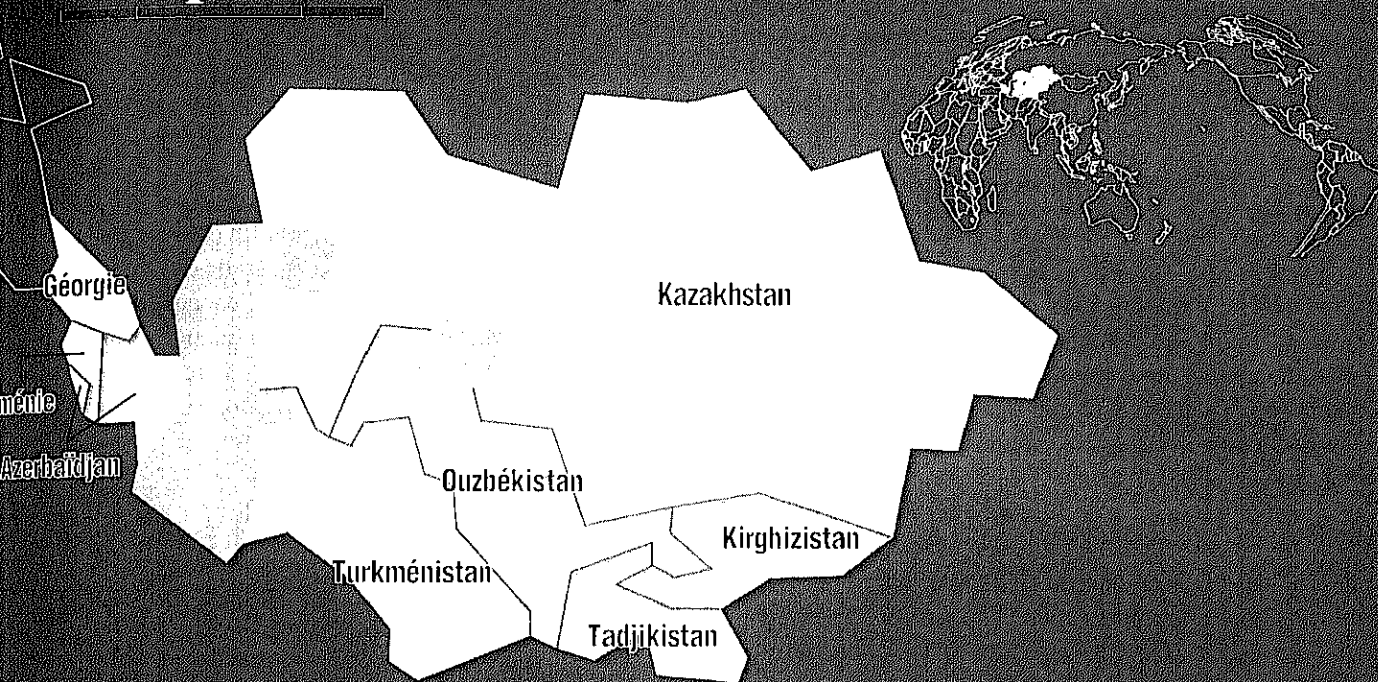
phes. La création d'institutions et d'organisations permettant une gestion durable de l'agriculture et de l'élevage constitue donc une tâche essentielle.

Les changements intervenus dans le système politique ont occasionné une brusque détérioration des services sociaux, tels que l'éducation et les soins médicaux. Les zones rurales en particulier sont gravement affectées par le manque de moyens financiers et humains. La JICA prévoit de fournir une aide pour la reconstruction d'écoles et des réseaux de télécommunications et aussi de soutenir l'enseignement des technologies de l'information (TI) pour prendre le train du futur, tout en mettant l'accent sur l'amélioration des conditions dans les zones rurales.

Enfin, la Mongolie a le privilège de posséder de précieuses ressources naturelles sur l'ensemble de son vaste territoire. Aussi, la JICA prévoit-elle d'étudier par quels moyens ces terres jusqu'ici destinées essentiellement au pâturage nomade pourraient être mieux utilisées et les ouvrir par exemple au tourisme grâce à des mesures de protection et de gestion appropriées.



Projet d'amélioration des techniques de diagnostic des maladies animales infectieuses en Mongolie



Asie centrale et Transcaucasie

Piliers de l'Aide Formation de Nations Indépendantes

Les pays d'Asie centrale et de Transcaucasie connaissent de graves problèmes pour s'établir en tant que nations. Sous le communisme étaient prônés, la dépendance par rapport à l'Union soviétique et un fort gouvernement central, et il existait une nette division du travail entre les différents pays. En conséquence, dans chacun d'entre eux il reste à mettre en place un grand nombre d'infrastructures sociales et industrielles qui font les nations indépendantes. Des réformes sont donc nécessaires. Il faut notamment abandonner complètement l'ancien système, instaurer des institutions démocratiques et adopter une économie de marché. À l'heure actuelle, il manque de personnel suffisamment qualifié pour mettre ces réformes en oeuvre.

La JICA s'efforce de contribuer au renfor-

cement des institutions et au développement harmonieux des pays d'Asie centrale et de Transcaucasie. L'aide apportée est axée sur le conseil en matière de politiques en vue d'introduire une économie de marché, de développer les ressources humaines et de moderniser les infrastructures de base.

Depuis l'indépendance émergent divers problèmes qui n'étaient guère pris en compte au temps de l'Union soviétique. Il s'agit notamment des questions d'environnement particulièrement graves, telles que la salinisation aux abords de la mer d'Aral et son assèchement. De trop grandes quantités d'eau ont été pompées sans planification ni coordination préalables dans les rivières qui se jettent dans la mer d'Aral (devenues internationales depuis l'effondrement de l'Union soviétique). Cet exemple est

une illustration parfaite de l'impact négatif des grands systèmes inefficaces exploités sous ce régime. Les problèmes écologiques deviennent toujours plus complexes. Afin de s'attaquer à leurs conséquences dans la région, la JICA a envoyé des experts chargés de contrôler l'environnement et elle a apporté sa contribution au traitement de sujets spécifiques, comme la préservation de la diversité biologique*.

Divers problèmes font leur apparition suite aux rapides changements intervenus sur le plan social. Toutefois, la JICA se concentre sur les secteurs de la santé et des soins médicaux étroitement liés à la vie quotidienne de la population. Elle souhaite poursuivre l'aide visant à rénover les infrastructures datant de l'ère soviétique, aujourd'hui toujours plus inefficaces et inopérantes.

État Actuel du Développement Régional

Un Savant Dosage Ethnique

L'Asie centrale se compose de cinq pays - Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan et Tadjikistan - alors que la Transcaucasie comprend seulement trois nations : Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie. Au cœur du continent eurasién, ces deux régions couvrent une superficie de 4,2 millions de km² et regroupent environ 72 millions d'habitants. Elles sont situées à un emplacement stratégique sur la route de la soie qui fut autrefois l'artère principale reliant l'Orient et l'Occident. La partie nord a été le théâtre de conflits territoriaux permanents entre les populations nomades qui l'habitent. Dès les années 1920, les pays de la région seront intégrés à l'Union soviétique, mais ils retrouveront leur indépendance avec l'effondrement du bloc communiste en 1991.

Des peuples d'origines ethniques diverses habitent la région depuis toujours. Les Russes et d'autres populations s'y sont établis au début de l'époque moderne et chaque pays est caractérisé aujourd'hui par un savant dosage ethnique. Si l'influence islamique n'est pas trop forte dans les cinq nations d'Asie centrale et l'Azerbaïdjan, elle l'est beaucoup plus en Ouzbékistan et au Tadjikistan depuis le retour à l'indépendance. L'Arménie et la Géorgie sont quant à elles dominées par le christianisme de l'Église orthodoxe, et elles ont toutes deux une langue et une culture propres.

Vers une Véritable Autonomie

Les pays d'Asie centrale et de Transcaucasie doivent s'adapter au démantèlement de l'ancien système imposé par l'Union soviétique et instaurer un système politique et économique digne de nations indépendantes. Les indicateurs de base relatifs à l'éducation, aux soins de santé et aux services sociaux sont généralement plus élevés que ceux des autres pays en développement (PED). Depuis l'indépendance toutefois, l'inefficacité du système d'économie planifiée de l'ère soviétique est de plus en plus flagrante. La dégradation des installations et des équipements, un contrôle de la maintenance inadapté et des ressources énergétiques insuffisantes, ainsi que la perte de marchés résultant de l'effondrement du système, ont conduit au chaos économique et social. Aussi la priorité pour ces pays est-elle de mettre en place les systèmes et des structures justifiant le statut de véritables nations indépendantes.

Même si ces pays ont chacun une assise économique différente, ils s'efforcent tous de réaliser la transition d'une économie planifiée vers une économie de marché. Cependant, dix ans après l'indépendance, il est évident qu'ils avancent dans cette voie à des rythmes différents.

Des résultats considérables ont été atteints récemment au plan macroéconomique. Pourtant, à la fin de l'an 2000, le produit national brut (PNB) de la plupart de ces pays avait diminué de plus de moitié par rapport à l'époque précédant l'indépendance. Pour que le niveau économique et le niveau de vie des individus puissent être relevés, la reconstruction économique doit aller de pair avec le renforcement des institutions.

Situations Diversifiées sur le Plan Économique et Politique

En ce qui concerne la réforme économique, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et les trois pays de la Transcaucasie progressent résolument vers la libéralisation des prix, la privatisation, la déréglementation, la libéralisation des échanges et d'autres types de réformes structurelles, conformément aux prescriptions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). L'Ouzbékistan et le Turkménistan s'écartent pour leur part de ces programmes radicaux et suivent chacun leur voie propre. En février 2002, l'Ouzbékistan a commencé à mettre en oeuvre avec le FMI un nouveau programme visant à abolir progressivement le système de taux de change multiple et a lancé un mouvement révolutionnaire. Le Tadjikistan s'est engagé sur la voie de la reconstruction et de la réforme économique à grande échelle après des années de guerre civile.

L'agriculture est le principal secteur d'activité et les cultures suivent les conditions climatiques et naturelles des différentes régions. Si le climat de l'Asie centrale est généralement sec, la Transcaucasie bénéficie d'un climat méditerranéen. Ces régions possèdent d'importants gisements - pétrole, gaz naturel et métaux rares - et l'industrie de première transformation est bien développée. L'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont tous intérêt à exploiter leurs ressources propres, très abondantes, et à rechercher des débouchés d'exportation. La Géorgie, qui ne dispose d'aucune ressource minérale, s'efforce de jouer un rôle dans le transport d'énergie.

Même si leur sujétion est moins forte aujourd'hui, ces pays dépendent toujours de la Russie et la crise financière de 1998 qui y a sévi leur a porté un coup sévère en raison de la chute spectaculaire des exportations vers ce pays, la baisse des envois d'argent des personnes y travaillant et le départ des investisseurs étrangers.

Sur le plan des relations internationales, le Kazakhstan et le Kirghizistan ont conclu avec le Belarus en mars 1996 un accord visant à renforcer l'union entre ces trois nations,

et se sont montrés favorables à l'idée d'un renforcement de la Communauté des États indépendants (CEI) autour de la Russie. D'un autre côté, l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont choisi une orientation plus indépendante. Même si la coopération progresse pour ce qui est du respect de la sécurité et de la paix publique dans les cinq nations d'Asie centrale, les intérêts de ces différents pays ne concordent pas forcément dans le domaine de l'économie et de la gestion des ressources en eau. Il semblerait donc qu'il faille encore beaucoup de temps pour parvenir à une solution dans ces domaines.

En Transcaucasie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie renforcent leurs liens avec l'Ouest, notamment dans le cadre du développement pétrolier, alors que l'Arménie se tourne vers la Russie, plus particulièrement pour des questions de sécurité. Enfin, l'Azerbaïdjan et l'Arménie continuent de se disputer l'enclave du Nagorno-Karabakh.

Front Line

Promotion du Tourisme Régional en Ouzbékistan

Nara

Organisation d'une Exposition sur le Tourisme par des Stagiaires Originaires d'Ouzbékistan

Accueil de Participants à une Formation Technique

◆ Cours sur l'Ouzbékistan à l'intention des citoyens de la préfecture de Nara

S'inscrivant dans le contexte d'un stage conçu pour un pays spécifique lancé durant l'exercice 2001, l'exposition, organisée le 9 mars 2002 dans l'un des centres commerciaux de la ville de Nara au Japon, avait pour but de permettre aux stagiaires du cours sur la promotion du tourisme régional en Ouzbékistan de présenter la culture et l'histoire de leur patrie.

Ce programme de formation était le premier réalisé directement en collaboration avec le Centre international d'Osaka et la préfecture de Nara, dans le cadre d'un plan quinquennal dont l'objectif est le perfectionnement des ressources humaines destinées à l'industrie du tourisme en Ouzbékistan. La compréhension et le soutien des citoyens de la préfecture de Nara sont indispensables pour la mise en œuvre de ce programme. Or, ils sont peu nombreux à connaître l'Ouzbékistan. Aussi, l'exposition a-t-elle été créée pour les informer sur ce pays. La manifestation a été planifiée et organisée par les sections de la promotion internationale et du tourisme culturel de la préfecture de

Nara, avec le soutien du coordinateur régional* de la coopération internationale nommé au mois d'août 2001.

◆ Présence de l'ambassadeur d'Ouzbékistan

Le jour de la manifestation, des costumes folkloriques et des affiches étaient exposés dans le centre commercial et des noix et de petites poupées d'Ouzbékistan étaient distribuées aux visiteurs. Durant les pauses entre les présentations des stagiaires, les visiteurs pouvaient revêtir l'habit traditionnel ouzbek le temps d'une photo. Le gouvernement d'Ouzbékistan place de grands espoirs dans ce programme de formation et l'ambassadeur d'Ouzbékistan au Japon, Mirsobit Ochilov, a tenu à honorer l'exposition de sa présence.

L'exposition a suscité un vif intérêt parmi les visiteurs. Alors que l'un d'eux disait avoir beaucoup apprécié de revêtir un costume folklorique, un autre indiquait qu'il comprenait maintenant l'Histoire comme jamais auparavant. Une autre



Une participante présente son pays.

personne enfin se remémorait le plaisir d'une discussion sur la gastronomie.

La manifestation a permis aux habitants de la préfecture de Nara de se familiariser avec l'Ouzbékistan, notamment à travers la description de la route de la soie. Elle a également été l'occasion pour les stagiaires d'apprendre des méthodes de promotion touristique qu'ils utiliseront une fois de retour dans leur pays. Elle restera donc un événement marquant toutes les mémoires.

(Centre international d'Osaka, JICA)

Traitement des Problèmes Prioritaires dans les Projets de la JICA

Soutien aux Efforts d'Autonomie des Nouveaux États Indépendants

En juillet 1997, Ryutaro Hashimoto, alors premier ministre du Japon, a présenté sa politique de promotion des relations diplomatiques avec l'Asie centrale et la Transcaucasie, qui forment la région de la route de la soie. Pour aider au développement autonome de cette région, la JICA fait porter ses efforts de coopération dans quatre domaines : 1) appui à l'introduction d'une économie de marché ; 2) modernisation de l'infrastructure axée sur les transports et les communications ; 3) coopération dans le secteur social privilégiant les soins médicaux et l'éducation et 4) protection de l'environnement.

L'aide dans le premier domaine s'est traduite par des conseils sur le plan de la macroéconomie et de la politique de planification à long terme du développement, des plans directeurs sur des thèmes particuliers tels que la promotion des petites et moyennes entreprises (PME) et enfin, une assistance technique massive. Pour l'infrastructure des transports et des communications, la JICA a contribué à la modernisation de voies ferrées, de routes et d'aéroports. Elle a aussi apporté son soutien aux politiques relatives à l'environnement et aux systèmes de santé et de soins médicaux. Enfin, la coopération a porté sur les secteurs d'activité de base, tels que l'agriculture et l'industrie minière.

La JICA œuvre par ailleurs au développement des ressources humaines pour soutenir la démocratisation au Tadjikistan, encore instable en raison de la guerre civile.

L'Agence a récemment implanté des bureaux en Ouzbékistan et au Kirghizistan en vue d'étendre ses programmes d'assistance technique dans la région. Le suivi des

activités dans les pays de la Transcaucasie devrait être assuré par le bureau de la JICA au Royaume-Uni. Des Centres Japon* ont par ailleurs été ouverts en Ouzbékistan et au Kazakhstan. Ils proposent des programmes de développement des ressources humaines afin de favoriser l'introduction d'une économie de marché et dispensent aussi des cours d'apprentissage du japonais et des informations sur le Japon pour mieux faire connaître ce pays au niveau local.

Récapitulatif des Domaines Prioritaires

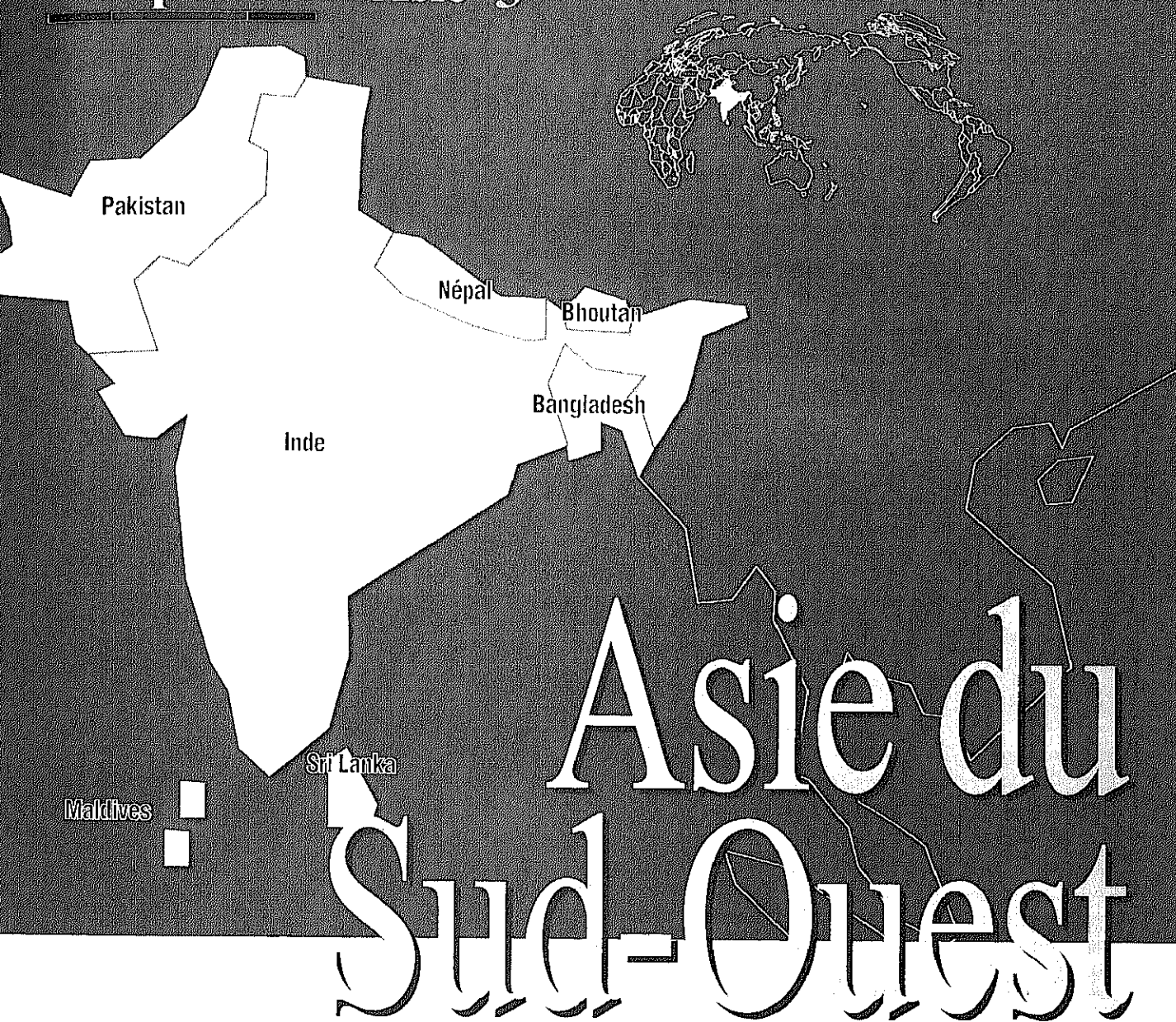
Après dix ans d'indépendance, de nettes différences ont commencé à se dessiner clairement dans la région en termes d'évolution et de priorités. C'est pourquoi l'Agence a constitué en 1999 le groupe d'étude de l'aide au développement à l'Asie centrale afin de déterminer les domaines prioritaires de l'aide en Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Kirghizistan. Le gouvernement japonais a envoyé en novembre 2000 une mission d'étude approfondie sur la coopération économique en Ouzbékistan. Parallèlement, il a conclu avec le gouvernement de ce pays un accord qui devrait renforcer la coopération dans trois domaines : promotion d'une économie de marché, développement de l'infrastructure et reconstruction des secteurs sociaux.

Efforts Accrus pour Renforcer la Sécurité

La région est caractérisée par une structure ethnique et religieuse complexe. La situation politique instable résultant de l'effondrement de l'Union soviétique a donné naissance dans certaines parties de la région à des activités terroristes, des guerres civiles et des affrontements. La région a même été le théâtre de plusieurs affaires tragiques pour le personnel d'aide japonais : assassinat en 1998 de Yutaka Akino (représentante japonaise d'une mission d'inspection des Nations unies au Tadjikistan) et enlèvement en 1999 d'un ingénieur japonais au Kirghizistan. Même si la situation est stable ces dernières années, la plus grande vigilance est de rigueur, eu égard aux activités des forces islamiques radicales. Avant d'étendre l'aide dans la région, la JICA prévoit de revoir sérieusement les mesures de sécurité et la situation en ce qui concerne l'ordre public.



Activités culturelles dans un Centre Japon en Ouzbékistan (cérémonie du thé)



Asie du Sud-Ouest

Piliers de l'Aide Un programme Commun d'Action Centré sur l'Éradication de la Pauvreté

En Asie du Sud-Ouest, où vivent la moitié des pauvres de la planète (le seuil de pauvreté est représenté par un revenu d'un dollar par jour), l'éradication de la pauvreté est au cœur du programme commun d'action* défini pour les pays de la région. Aussi, il importe de formuler une coopération bien équilibrée, combinant des activités favorisant l'amélioration du niveau de vie et le développement régulier de l'économie, et de mettre en œuvre cette coopération dans le respect des besoins

spécifiques de chaque pays.

La JICA fournit à cet effet une aide diversifiée qui s'étend des domaines essentiels de la vie quotidienne (tels que santé et soins médicaux, éducation, approvisionnement en eau potable) aux secteurs indispensables au développement économique (développement de l'agriculture, des petites et moyennes entreprises (PME) et de l'infrastructure* économique, par exemple).

La région étant densément peuplée, l'in-

cidence de l'activité humaine est grande sur le milieu naturel. C'est pourquoi la JICA fournit également une aide axée sur la protection du milieu naturel et les problèmes d'environnement en milieu urbain.

Enfin, il convient d'envisager des approches pour faire face aux problèmes structurels et notamment de se demander pourquoi la région comporte autant de pauvres et pourquoi leur nombre ne cesse d'augmenter malgré le développement économique.

État Actuel du Développement Régional

Développer l'Industrie pour Remplacer l'Agriculture et le Textile

La région de l'Asie du Sud-Ouest est composée de sept pays : Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka. Elle compte environ 1,3 milliard d'habitants, soit un cinquième de la population mondiale. Dans cette région, 560 millions de personnes vivent dans le dénuement - soit près de la moitié de la population mondiale sous le seuil de pauvreté absolue.

Durant ces dernières années, presque tous les pays de la région ont connu un taux annuel de croissance économique de 5%. Dans l'absolu, cela semble correct, mais la pauvreté reste présente. Liés d'une manière complexe à la politique

et à la société, des facteurs tels que l'appartenance ethnique, la religion, la langue et le climat contribuent à la diversité sociale et culturelle, ainsi qu'à l'instabilité.

Hormis pour les Maldives, qui vivent surtout du tourisme et de la pêche, les activités industrielles des pays de cette région sont essentiellement déterminées par l'agriculture.

Les produits qu'ils fabriquent étant principalement des textiles, ils doivent améliorer leur compétitivité sur le marché international en termes de prix, de qualité et de valeur ajoutée. Dans le même temps, nettement stimulés par la croissance de l'industrie du logiciel en Inde, ils s'efforcent tous de développer une activité susceptible de remplacer l'agriculture et le textile.

Front Line

Formation Administrative Régionale pour l'Aide à la Démocratisation au Pakistan

Sapporo

Cours de Formation sur l'Aide à la Démocratisation

Accueil de Participants à une Formation Technique

◆ Tenue des premières élections locales

Dans le cadre d'un programme sur deux ans, un cours de formation sur l'aide à la démocratisation (le premier consacré à l'administration régionale au Pakistan) a été organisé avec la coopération de Sapporo, au Centre international de Hokkaido. Cinq agents du gouvernement pakistanais exerçant également une fonction dans une administration locale de leur pays ont participé à ce premier cours.

Au Pakistan, les responsables des municipalités et les membres des assemblées locales ne sont pas élus et l'administration municipale reste sous la conduite d'agents du gouvernement central. Le concept d'« autonomie locale » n'est pas communément admis. Afin que les civils prennent le relais des militaires à la tête de l'administration régionale, le gouvernement central a organisé l'élection, avant août 2001 dans chaque municipalité, d'un responsable municipal et des membres de l'assemblée locale. Aujourd'hui, de nombreuses questions se posent toutefois. Quel type de relation s'établira entre l'agent du gou-

vernement national traditionnellement détaché par l'administration centrale et le nouveau responsable municipal ? Quel sera le mode de recouvrement des impôts locaux ? Des fonds locaux seront-ils affectés au développement régional ? Tous ces détails concernant la gestion municipale doivent être réglés.

◆ Formation commune du Pakistan et de la Palestine

Les participants au cours de formation ont été initiés aux pratiques de gestion municipale de la ville de Hokkaido, dont les services administratifs concernent 1,8 million de citoyens. Le cours, qui devait initialement débiter en décembre 2001, a été différé au 14 janvier 2002, suite aux opérations militaires américaines en Afghanistan. Sapporo proposant des cours similaires pour la Palestine depuis 1999, il a été décidé de regrouper des participants des deux régions.

Pendant un mois, les stagiaires ont assisté à des conférences sur la manière dont le système d'élection régionale et les opinions des citoyens devaient se traduire dans les règle-



Enquête sur le terrain dans le cadre de l'aide à la démocratisation du Pakistan

ments municipaux. Parallèlement, ils ont fréquenté le service local de section électorale, ce qui leur a permis de voir fonctionner l'administration municipale. Ne se contentant pas de comprendre la situation actuelle du Japon, ils se sont beaucoup intéressés à l'évolution historique et aux différences par rapport à d'autres pays. Leur enthousiasme à l'idée de pouvoir bientôt mettre en place et faire vivre une administration régionale dans leur pays était nettement perceptible.

(Centre international de Hokkaido, Sapporo)

Alors que les produits agricoles sont les principaux articles d'exportation, les articles d'importation sont essentiellement des biens de production, notamment des machines, des équipements et des matières premières, tous indispensables à la fabrication. L'économie de ces pays est donc facilement affectée par les fluctuations des cours internationaux des produits primaires, si bien que la plupart d'entre eux sont constamment dans une situation de déficit commercial.

Impact des Attaques Terroristes aux États-Unis

Il n'est pas exagéré de dire que les événements du 11 septembre 2001 ont eu un impact déterminant dans la région. Ces pays, qui sont constamment en conflit avec leurs voisins et souffrent d'instabilité sur le plan intérieur, ont été durement frappés au niveau économique. La communauté internationale a cependant pris conscience du fait que la pauvreté est une cause profonde du terrorisme, et l'importance de combattre le dénuement des populations fortement

déshéritées des pays d'Asie du Sud-Ouest est devenue plus évidente.

En janvier 2002, le premier sommet organisé depuis trois ans et demi par l'Association sud-asiatique de coopération régionale* (ASACR) a montré qu'une plus grande activité économique pouvait contribuer à renforcer la stabilité régionale de ces pays.

En réponse à l'aide de l'Inde et du Pakistan dans la lutte contre le terrorisme, le Japon a levé en octobre 2001 les sanctions imposées à ces pays à la suite des essais nucléaires de mai 1998.

En 2002, le Japon a par ailleurs célébré le 50^e anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques avec l'Inde, le Pakistan et le Sri Lanka, ainsi que le 30^e anniversaire des liens avec le Bangladesh, pays avec lequel il entretient désormais d'étroites relations.

Traitement des Problèmes Prioritaires dans les Projets de la JICA

Une Aide Bénéficiant à la Communauté Locale - Bangladesh -

Pays parmi les plus appauvris de l'Asie du Sud-Ouest, le Bangladesh est frappé presque tous les ans par des inondations ou d'autres catastrophes naturelles, qui causent de nombreuses pertes en matériel et vies humaines.

En 2000, le Japon a élaboré un programme d'aide par pays identifiant les domaines prioritaires de la coopération au Bangladesh : (1) agriculture et développement rural ; (2) amélioration au plan social ; (3) promotion des investissements et des exportations ; et (4) prévention des catastrophes.

En octobre 2001, le Japon a vécu un changement politique consécutif aux élections générales dans ce pays. Cependant, en février 2002, la mission d'étude consultative sur les politiques de coopération économique envoyée par le nouveau gouvernement japonais au Bangladesh a confirmé la volonté commune aux deux États de maintenir les domaines prioritaires précités.

À long terme, l'objectif visé par la coopération est que l'aide soit moins orientée vers le gouvernement central et parvienne plus au niveau communautaire. Dans le domaine de la santé par exemple, le projet de développement des ressources humaines dans le domaine de la santé génésique* (coopération technique), mis en œuvre au niveau central, forme des spécialistes de la santé maternelle et infantile intervenant à l'échelon communautaire et le projet de développement régional dans le domaine de la santé génésique (programme de partenariat* pour le développement), réalisé en coopération avec une organisation non gouvernementale (ONG), s'efforce d'améliorer les conditions en matière de santé génésique à l'échelon régional. Concernant la pollution des eaux souterraines par l'arsenic, qui fait des ravages au Bangladesh, la JICA s'attache, avec le concours d'une ONG, à constituer des ressources en eau potable pour que les habitants puissent se désaltérer en toute sécurité.

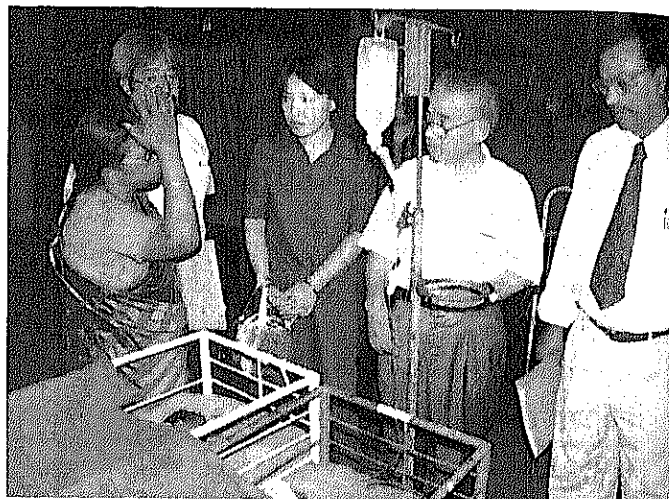


Vaccination (Bangladesh)

Aggravation des Disparités Économiques - Inde -

Grâce au développement des industries associées aux technologies de l'information (TI), l'Inde a connu ces dernières années une croissance économique régulière. Le pays reste toutefois confronté à de nombreux problèmes : existence d'un très grand nombre de pauvres, qui représentent pas moins d'un tiers de la population, dégradation de l'environnement, étroitement liée à la croissance économique rapide et enfin, disparités économiques.

Suite à la visite du premier ministre indien Atal Behari Vajpayee au Japon en décembre 2001, une mission d'examen des politiques a été envoyée dans ce pays en mars 2002. Elle a permis de confirmer les domaines prioritaires de l'aide à l'Inde : mesures de lutte contre la pauvreté (santé et soins médicaux, développement rural), amélioration de l'infrastructure économique et protection de l'environnement. Dans ce dernier domaine en particulier, la pollution du Gange, fleuve sacré de l'Inde, s'est aggravée et constitue aujourd'hui un sujet de préoccupation nationale. Les discus-



Activités locales dans le cadre du projet de prévention des maladies diarrhéiques émergentes en Inde

sions qui se sont déroulées sur ce thème lors de la conférence au sommet Japon-Inde ont conduit le Japon à prévoir la mise en œuvre d'une étude du plan directeur sur la gestion du bassin versant du Gange pour lutter contre sa pollution.

Front Line

Aide à la Création de Produits Textiles

Népal

Recherche de Modèles Compétitifs au Plan International

Volontaires Japonais pour la Coopération à l'Étranger (JOCV)

◆ Des produits artisanaux de qualité

Katmandou, capitale du Népal, est une cité bruyante, poussiéreuse et enfumée par les gaz d'échappement de vieilles guimbardeuses et de triporteurs. Les voitures klaxonnent bruyamment et les conducteurs de rickshaws crient sans arrêt les destinations desservies. La ville grouille. Dans le bazar bordé de boutiques semblables, les magasins regorgent d'objets d'artisanat local, principale activité du Népal, et les tractations avec les touristes vont bon train.

En juillet 2001, un JOCV a été envoyé pour aider à la création de produits textiles. Si le Népal possède un riche artisanat local, signe d'une culture multiraciale, et si ses produits reflètent parfaitement les traditions du pays, les formes et les couleurs utilisées ne correspondent pas aux besoins du monde actuel. Pour être exportables, ces articles doivent allier certains effets stylistiques à la simplicité traditionnelle. La mission du JOCV consiste essentiellement à fournir les conseils appropriés aux fabricants.

◆ Un chapeau aux formes bizarres

Pour la confection de sacs, par exemple, le JOCV a donné aux artisans népalais des recommandations sur la forme, le choix des matières et l'agencement des couleurs, les laissant pour le reste exprimer leur habileté. Le produit résultant est un article résolument moderne, tirant tout à la fois le meilleur parti des traditions népalaises. Les différences culturelles ont parfois donné lieu à quelques quiproquos : ce fut le cas notamment d'une commande d'un client japonais qui souhaitait faire confectionner des chapeaux de feutre en forme de gâteau d'anniversaire. Bien que le client ait fourni une photo de gâteau avec ses bougies comme modèle, le couvre-chef réalisé avait une forme totalement différente. Pourvue de cornes, la coiffure semblait d'inspiration plutôt viking.

Étonné par cette interprétation inattendue, le JOCV reconnut que l'erreur provenait d'une différence culturelle,



Artisans népalais et leurs réalisations

en l'occurrence, le fait qu'au Népal les gâteaux d'anniversaire décorés de bougies sont plutôt rares.

Régulièrement utilisée, cette méthode empirique a livré des produits à la fois très demandés et respectueux des traditions népalaises. Le résultat de ces recherches a été transmis aux femmes népalaises qui réalisent les objets d'artisanat et acquièrent ainsi une plus grande autonomie économique.

(Bureau de la JICA au Népal)

Nécessité de Prendre en Compte l'Action des Groupes d'Opposition - Népal -

Marquée par des divisions sur le plan social et culturel, liées aux questions de race et de caste, et un relief accidenté limitant les effets de l'aide, le Népal est l'une des nations les plus pauvres au monde. Pour la JICA, l'objectif prioritaire de la coopération doit donc concerner l'amélioration du niveau de vie de la population et mettre l'accent sur des projets contribuant à satisfaire les besoins essentiels de l'être humain* (BEEH) : services de soins de santé primaires, éducation primaire, agriculture et développement rural, protection de l'environnement et notamment, des plans de lutte contre les catastrophes naturelles. Parallèlement au projet de prévention de la tuberculose inscrit dans le cadre des mesures de lutte contre les maladies infectieuses, le Japon prévoit de s'associer aux États-Unis pour une action commune dans le domaine des soins de santé et de la population. Dans le secteur de l'agriculture, un mini-projet pour la promotion de la sériciculture (coopération technique de projet-type) a été lancé afin d'améliorer les connaissances en gestion des sériciculteurs et leur capacité à diffuser ces techniques et ces compétences. L'objectif est d'augmenter le revenu des agriculteurs pauvres dans les régions montagneuses. Dans l'ouest du pays, le projet de développement communautaire et de conservation des forêts et des bassins versants, actuellement dans sa deuxième phase, vise à promouvoir le développement rural et la protection des forêts tout en faisant participer les résidents concernés.

Les actions de guérilla de groupes communistes maoïstes se sont multipliées ces dernières années au Népal. Aussi est-il désormais indispensable, pour l'exécution des projets japonais, de prendre au préalable des renseignements en matière de sécurité ainsi que des mesures de protection.

Aide à la Démocratisation et aux Élections - Pakistan -

Parvenue au pouvoir après un coup d'État pacifique en octobre 1999, l'administration Musharraf a mis en œuvre des réformes pour la reconstruction et la démocratisation du pays. Toutefois, les événements du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont eu des répercussions négatives sur le plan social et économique.

En mars 2002, le président pakistanais Pervez Musharraf a participé au Japon à une réunion au sommet. Le premier ministre japonais, Junichiro Koizumi, lui a alors confié qu'il attendait beaucoup des prochaines élections générales d'octobre pour l'évolution du processus démocratique et l'a assuré de son aide pour l'organisation des élections.

Actuellement, une coopération technique est assurée

dans divers domaines : démocratisation, santé et soins médicaux, éducation, environnement, infrastructure économique et agriculture. Pour soutenir le gouvernement pakistanais et contribuer à la réduction de la pauvreté et à la reconstruction économique du pays, le Japon prévoit de combiner bientôt cette aide avec une coopération financière non remboursable.

Débuts de Coopération Technique dans le Domaine des TI - Sri Lanka -

Au Sri Lanka, où les revenus et le niveau d'éducation sont plus élevés que dans d'autres pays de la région, il est plus facile de mettre en place des activités de coopération technique dans un grand nombre de domaines.

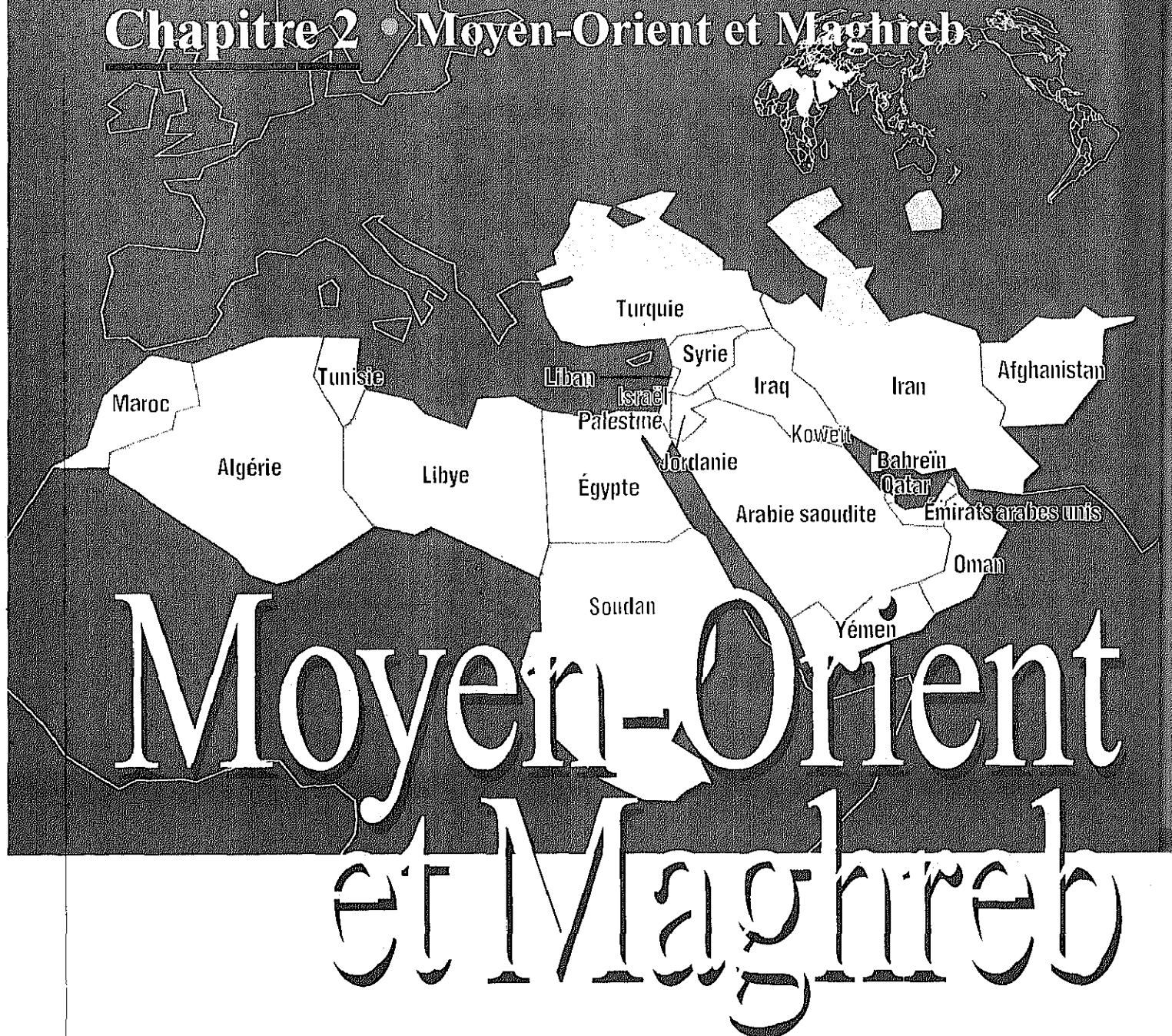
Au cours de l'exercice 2001, la JICA a contribué par l'envoi d'experts à l'élaboration des politiques dans divers secteurs, notamment les soins médicaux, la formation professionnelle et le développement industriel. La coopération dans le domaine des TI a été préparée, durant l'exercice 2001, par le lancement d'une étude et, durant l'exercice 2002, par un projet de centre multimédia (coopération technique). En coopération avec la Banque japonaise de coopération internationale* (JBIC), une aide a par ailleurs été apportée dans plusieurs secteurs, dont l'approvisionnement en eau et les égouts, la voirie et la distribution d'électricité.

Après 20 ans d'affrontements, la guerre civile est suspendue pour une période indéterminée et des négociations de paix ont été entamées. En raison du conflit, les districts du Nord-Est n'ont pu toutefois bénéficier d'une aide aussi importante que les autres et forment la partie la plus pauvre de l'île. Le Japon prévoit de contribuer à l'effort de conciliation par une aide à la reconstruction.



Projet d'enseignement dentaire à l'Université de Peradeniya au Sri Lanka

Chapitre 2 • Moyen-Orient et Maghreb



Piliers de l'Aide Mise en Place d'une Aide Reflétant la Situation de Chaque Pays avec un Accent Particulier sur le Processus de Paix au Moyen-Orient

La JICA intervient dans les domaines du développement prioritaires au Moyen-Orient, autrement dit la gestion des ressources en eau, la protection de l'environnement et la promotion de l'industrie. Parallèlement, du fait de la diversité politique, économique et sociale de la région, la coopération doit être planifiée de manière à prendre en compte la situation particulière des différents pays.

Dans le cadre du soutien au processus de paix au Moyen-Orient, principal problème dans la région, la JICA apporte une aide technique énergétique à la Palestine, l'une des principales parties au processus, par l'accueil de participants à une formation professionnelle

et le renforcement des capacités de l'administration publique. Un soutien est également fourni aux pays voisins, tels que l'Égypte et la Jordanie.

En Arabie saoudite et dans les autres pays producteurs de pétrole, la JICA apporte son soutien aux efforts de diversification du revenu national afin que ces pays s'affranchissent d'une structure économique fondée sur la manne pétrolière. La coopération concerne plus particulièrement la formation d'ingénieurs et de personnel technique.

L'aide aux pays enregistrant un revenu relativement élevé comme la Tunisie et la Turquie se concentre sur une coopération

technique axée sur le développement des ressources humaines.

Les pays au revenu relativement faible, comme l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et le Yémen, bénéficient des programmes d'aide financière non remboursable et de coopération technique. L'aide est ciblée sur la modernisation et le développement de l'infrastructure industrielle, ainsi que sur la satisfaction des besoins essentiels de l'être humain* (BEEH), notamment dans le domaine de la santé.

En dehors d'apports ponctuels de secours d'urgence et d'aide humanitaire, la Libye, le Soudan et l'Iraq sont actuellement exclus de l'aide.